

1 juin 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le bilan du XXVe Sommet Afrique-France, à Nice le 1er juin 2010

Madame et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord remercier le Maire de Nice et la ville de Nice pour son accueil, remercier les très nombreux Chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont déplacés. On s'est posé la question de l'utilité de ces sommets et la profondeur et l'intérêt de nos échanges ont montré que l'on avait beaucoup de choses à faire ensemble et beaucoup de chose à se dire. D'abord, je veux dire la fierté de la France de recevoir tant de chefs d'Etats et de gouvernement. La France veut parler avec l'Afrique, avec l'Afrique dans son ensemble. Bien sûr qu'en tant que Président français je suis engagé dans tout le combat de la francophonie mais s'agissant de l'Afrique, la France ne se sent pas amie seulement des seuls pays francophones. Nous avons une histoire ensemble mais entre l'Afrique et l'Europe, entre l'Afrique et la France il y a douze kilomètres qui nous séparent. Est-ce que l'on croit que la pauvreté s'arrête aux frontières de la francophonie en Afrique ? Est-ce que l'on pense que la stabilité, que les guerres, que les problèmes s'arrêtent aux seuls pays qui partagent une histoire heureuse ou douloureuse avec la France ? Ce que nous avons voulu faire d'abord dans ce sommet, c'est que la France parle à toute l'Afrique et je veux dire tout particulièrement au Président de l'Union africaine, au Président de l'Afrique du Sud, au Président du Nigéria, aux présidents de tant de pays qui n'avaient pas une tradition de discussions et de rapprochements avec la France combien nous sommes heureux de les accueillir et combien je pense qu'il était utile de supprimer ce que l'on appelait le « dîner des amis » où l'on invitait seulement une partie des participants au sommet. Vous êtes tous des amis, tous et nous avons avec vous tous des choses à construire ensemble. C'est absolument capital tant la France est convaincue que le destin de l'Europe et le destin de l'Afrique, ces destins sont liés. Sur l'échec de l'Afrique se construira le désastre de l'Europe et sur le succès de l'Afrique se construira la croissance, la paix et la stabilité de l'Europe. Et pas simplement sur la question de l'immigration, sur toutes les autres questions. Première remarque.

La deuxième remarque : comment peut-on accepter un monde où 25 % des membres de l'Assemblée générale des Nations unies sont Africains et où pas un seul membre de l'Afrique n'est membre permanent du Conseil de Sécurité. Comment peut-on accepter un monde où 60 % des opérations de maintien de la paix décidées par le Conseil de Sécurité des Nations unies se déroulent en Afrique et sont décidées par un Conseil où pas un membre africain n'est membre permanent dudit Conseil ! C'est une anomalie, c'est une injustice, c'est une source de déséquilibres et ensemble l'Afrique, la France et l'Europe, nous allons remédier à cet état de fait et nous allons nous battre pour que la gouvernance mondiale du XXIème siècle corresponde au XXIème siècle et pas au XXème. Nous avons parlé de toutes les questions difficiles de la sécurité et je voudrais dire à mes amis le Président WADE, le Président BIYA, le Président BONGO, le Président SASSOU tous ceux avec qui l'on a parlé. On a pu parler franchement.

A quoi cela sert d'être amis si l'on ne peut pas évoquer les questions ou si quand on les évoque c'est uniquement les questions qui sont résolues d'avance. Remarquez, elles ne sont pas très nombreuses. On a parlé notamment des crises institutionnelles, de la stabilité et de la paix. En tant que chef de l'Etat, j'ai dès le début de mon mandat porté la question de la présence de l'armée française en Afrique. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas impossible, il y a eu la

l'armée française en Afrique. Ce n'est pas surprenant, ce n'est pas impossible, j'ai voulu la transparence. Tous les accords de défense seront publiés. J'ai voulu qu'on en discute ensemble, le Président WADE le sait bien, le Président BONGO aussi, le Président de Djibouti également. On peut le faire tranquillement et j'ai fait valoir à nos amis africains comme c'était compliqué pour nous quand nos forces armées sont présentes, parfois on nous suspecte et quand on veut les retirer, parfois on nous reproche l'indifférence.

Eh bien nous avons décidé, nous la France, que sur 2010-2012 nous allons consacrer 300 M euros à former 12 000 soldats africains pour les forces de maintien de la paix et de la sécurité en Afrique. Cela nous semble beaucoup plus intelligent. Pourquoi ? Parce que la quasi-totalité des crises régionales ou sous-régionales, elles seront mieux résolues si les Africains prennent en charge ces questions plutôt que si d'autres les prennent.

Comment, pour la France, dire la question de l'ex-Yougoslavie, la question du Kosovo, c'est d'abord une question européenne avant d'être une question américaine et dire en Afrique il n'en serait pas le cas. Cela n'aurait pas de sens.

Puis on a décidé une autre chose, c'est que sur des crises qui sont du niveau du continent, la lutte contre la piraterie, le Président Somalien, le Président de l'Erythrée sont venus aussi parler, nous dire quels étaient leurs soucis en la matière. Ils ne peuvent pas s'en sortir seuls. Les capacités navales de l'Afrique en général et de l'Afrique de l'Est en particulier rendent impossibles la résolution de ce problème. Le Premier ministre de l'Ile Maurice, le Président des Seychelles, nous ont dit combien toute leur économie était gravement mise en cause par l'affaire des pirates. Là, la France peut être leader comme elle l'a montré pour l'opération ATALANTE pour aider l'Afrique. Pareil pour le terrorisme qui empoisonne cette partie du Sahel, que connaît si bien Abdelaziz BOUTEFLIKA, le Président Mauritanien, le Président du Mali, mon ami Amadou Toumani TOURE qui lutte courageusement contre AQMI. Là aussi nous avons besoin de travailler ensemble. Puis nous avons dit combien était préoccupante l'arrivée de la drogue en Afrique d'abord en Afrique de l'Ouest puis toute l'Afrique et combien vous aviez besoin de nous.

Ce sont toutes ces questions que nous allons travailler ensemble, main dans la main. Et puis nous avons parlé ce matin, j'en terminerai par là des questions du climat et de Copenhague. S'il y a bien un pays qui est insatisfait de Copenhague, c'est la France. Je parle sous le contrôle de Jean-Louis BORLOO, qui s'était tant dépensé pour que Copenhague soit un succès. Pour autant si Copenhague n'a pas décidé assez ce que Copenhague a décidé c'est d'abord pour l'Afrique. Et j'ai fait valoir à nos amis africains combien il était dommage que sur 53 pays africains, il y en ait que 29 qui ont ratifié Copenhague. On a besoin que tous vous le ratifiez. Pourquoi ? Parce que les financements prévus dans Copenhague c'est d'abord des financements pour l'Afrique. Un certain nombre de présidents ont dit leur scepticisme, il y a eu tant de promesses dans le passé, nous ont-ils dit, n'est-ce pas Bernard KOUCHNER, c'est bien ce qui a été le coeur de nos débats. Est-ce que cette fois-ci cela va tenir ? Mais toute la question est là, la France doit être vigilante, sur quoi, d'abord sur les financements innovants comme la quasi-totalité des budgets des pays en développement sont en déficit, j'ai fait valoir à nos amis africains que si nous n'avons pas de financement innovant, il n'y aura pas de financement tout court. Donc la question centrale sur laquelle travaille le Premier ministre MELES que je salue et que je remercie, des financements innovants, ils doivent être mis en place sous la forme -- nous nous pensons que c'est une taxation des mouvements financiers mais on peut en discuter. Et la France a fait valoir sa disponibilité pour prendre les responsabilités qui étaient celles de Gordon BROWN dans le cadre du groupe de travail du Premier ministre MELES sur les financements innovants. Nous tenons à ce que fast start rentre en vigueur. 30 milliards de dollars sur 3 ans, 20% pour lutte contre la déforestation. La lutte contre la déforestation est encore meilleure façon d'obtenir la réduction des émissions carbonées. Et donc nous nous mobiliserons pour obtenir concrètement ces financements, il y a un mot qui doit maintenant être dans la suite de tous nos sommets c'est le mot traçabilité. Qui promet, qui organise, qui paie ? Et j'ai proposé que les ministres tiennent chaque année un sommet pour voir où nous en sommes du fast start ou de l'opération raid plus.

Enfin, dernier point qui concerne les chefs d'entreprise et qui est absolument capital. Tous les chefs d'Etat et de gouvernement nous l'ont dit : « nous voulons -- même pas le transfert de

technologies - le partage de la technologie, notamment sur la question essentielle des énergies renouvelables et du solaire ». Tout le monde n'a pas la chance d'avoir du pétrole et même ceux qui ont du pétrole, ils se disent : « de quoi l'avenir va-t-il être fait ? ». C'est un engagement que nous pouvons tenir avec les chefs d'entreprises français -- et je remercie Laurence PARISOT de sa présence - parce que les chefs d'entreprises français, la France, nous avons une technologie, nous sommes prêts à la mettre au service du développement de l'Afrique et il me semble que c'est bien plus intéressant de partager la technologie, de faire ces transferts de technologies, d'installer une véritable politique énergétique au service de l'Afrique plutôt que des budgets d'aide au développement qui n'ont pas toujours tenu leur promesse ni en quantité ni en efficacité.

Au fond, qu'est-ce que nous voulions vous dire, à vous, nos amis africains ? C'est que la France croit à l'avenir de l'Afrique. La France est optimiste sur les capacités et les atouts de l'Afrique. L'Afrique a une superficie considérable, dans un monde où l'espace va devenir une denrée rare. L'Afrique a une démographie exceptionnelle dans un monde qui va manquer de jeunesse. L'Afrique a un dynamisme, une croissance sur laquelle on peut appuyer un développement économique.

Et, d'ailleurs, le fait que nos amis chinois, nos amis américains s'intéressent à l'Afrique, pour nous, c'est plutôt une bonne nouvelle. Parce que ce n'est pas leur faire injure que de dire qu'ils ne le font pas de façon totalement désintéressée. Et que, par conséquent, s'ils trouvent intérêt à y aller, cela prouve que nous, les raisons de nous aider et d'être à vos côtés, ce sont des raisons qui ne sont pas liées simplement à l'histoire mais qui sont liées à l'avenir.

Et puis, il va falloir travailler sur des projets particuliers, c'est ce que vous nous avez demandé, le lac Tchad qui, en trente ans, est passé d'une superficie de 25 000 km<sup>2</sup> à 2500km<sup>2</sup>, le fleuve Niger qui fait vivre tant de millions d'Africains, les projets qui sont ceux du Président WADE.

Donc vous voyez, cela a été un sommet, en tout cas pour nous, passionnant, également passionné, je voudrais dire à tous encore mes remerciements, je voudrais dire au Président BOUTEFLIKA combien j'étais sensible à sa présence, il est un des sages de l'Afrique, le Président BIYA également, bref, j'ai commencé à faire des énumérations, je ne vais absolument pas m'en sortir, mais vraiment, je pense qu'au prochain sommet, on ne se posera plus la question de savoir « faut-il un sommet ? ». Le prochain, il faudra qu'on voit où il sera organisé, moi, je souhaite qu'il soit organisé en Afrique et c'est plutôt une très bonne nouvelle que la France et l'Afrique débordent de projets, pas de projets les uns contre les autres mais de projets les uns avec les autres.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.